

Document

La Suisse, l'Autriche et le Luxembourg refusent d'abandonner le secret bancaire (09.03)

AP – 08.03.

La Suisse, l'Autriche et le Luxembourg sont disposés à collaborer au niveau international en matière de délit fiscal, mais il n'est pas question d'abandonner le secret bancaire. Réunis dimanche à Luxembourg, les ministres des Finances des trois pays ont adopté une position commune face aux pressions internationales. Lire la suite l'article

Le président de la confédération helvétique et ministre des Finances Hans-Rudolf Merz a rencontré le ministre autrichien des Finances Josef Pröll, ainsi que le ministre luxembourgeois des Finances et de la Justice Luc Frieden. L'entretien leur a permis d'évaluer ensemble la situation en vue du prochain sommet du G-20, le 2 avril, et d'harmoniser les intérêts communs des places financières dans le contexte international.

Il a été notamment question de la collaboration internationale en matière de fiscalité. "Unanimes sur le fait que la Suisse, l'Autriche et le Luxembourg ne constituent pas des paradis fiscaux, les trois Etats considèrent comme inacceptables les procédés unilatéraux mis en oeuvre par certains Etats du G-20 avant le sommet du 2 avril prochain", a communiqué dimanche le Département fédéral des finances (DFF), en Suisse.

A l'instar de la Suisse, le Luxembourg et l'Autriche ont affirmé qu'ils étaient prêts à ouvrir le dialogue relatif à un élargissement de la collaboration internationale en matière de fiscalité. En revanche, les trois Etats rejettent fermement l'idée de créer un échange systématique des informations concernant les intérêts de l'épargne.

Selon une information de la "NZZ am Sonntag", la Suisse, soumise aux pressions étrangères concernant le secret bancaire, peut compter sur du soutien en Tchéquie. Le chef de la diplomatie, Karel Schwarzenberg, double national tchéco-suisse, estime que l'indépendance et la tradition d'un Etat neutre comme la Suisse comptent davantage que quelques millions d'euros d'impôts.

La ministre suisse de la Justice Eveline Widmer-Schlumpf, quant à elle, prend mal le fait que les Etats-Unis exigent des informations sur 52.000 comptes de clients de l'UBS. Dans un entretien à la "NZZ am Sonntag", elle critique une enquête exploratoire. "Les USA violent ainsi des principes de l'Etat de droit. Ca ne va pas. Nous le prenons comme une attaque contre la Suisse", a-t-elle déclaré.

Eveline Widmer-Schlumpf a aussi prôné davantage de sérénité dans la discussion sur l'UBS et le secret bancaire, même s'il s'agit d'un problème à résoudre très rapidement. Elle s'est déclarée convaincue que le Conseil fédéral parviendra, avec l'aide du groupe d'experts mis sur pied, à proposer une solution qui permettra à la Suisse de ne pas apparaître sur la liste noire des paradis fiscaux.

De son côté, le président désigné de l'UBS, l'ex-conseiller fédéral Kaspar Villiger, estime que des concessions de la Suisse en matière de secret bancaire peuvent aussi être dans l'intérêt des banques. Il faut prendre les menaces au sérieux, aussi pour notre économie.

Directeur du Secrétariat d'Etat à l'économie, Jean-Daniel Gerber s'inquiète de l'image de la Suisse à l'étranger. Si la Suisse devait être placée sur la liste noire des pays non-coopératifs, la situation pourrait sérieusement se détériorer. Certains milieux économiques sentent aussi le danger et plaident pour une offre substantielle de la Suisse avant le G-20.